



MICHEL SAPIN
MINISTRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS

CHRISTIAN ECKERT
SECRETAIRE D'ETAT AU BUDGET

Communiqué de presse

Communiqué de presse

www.economie.gouv.fr

Paris, le 6 février 2015
N°185

SITUATION MENSUELLE BUDGÉTAIRE AU 31 DECEMBRE 2014

Solde Le solde général d'exécution au 31 décembre 2014 s'établit à -85,6 Md€ contre -74,9 Md€ à fin décembre 2013. Hors dépenses du nouveau programme d'investissements d'avenir (PIA), le solde s'établit à 73,6 milliards d'euros, en amélioration de 1,3 milliard d'euros par rapport à 2013.

L'amélioration du solde a été notamment permise par une diminution de 10 Md€ des dépenses de l'Etat hors PIA.

Ce déficit budgétaire est conforme aux résultats provisoires communiqués le 15 janvier et est donc amélioré de 3,4 Md€ par rapport à la prévision de la deuxième loi de finances rectificative pour 2014 (-89,0 Md€) et de 1,5 Md€ par rapport à la prévision associée au PLF 2015 (-87,0 Md€).

Dépenses A fin décembre 2014, les dépenses (budget général et prélèvements sur recettes, nettes des remboursements et dégrèvements) atteignent 377,7 Md€ contre 376,7 Md€ à fin décembre 2013. Hors PIA, les dépenses s'établissent à 366,7 Md€, en baisse de 10 Md€ par rapport à 2013.

Les dépenses sur le champ de la norme hors charge de la dette et pensions s'élèvent à 276,7 Md€, en baisse de 3,3 Md€ par rapport à 2013. Une telle diminution est sans précédent depuis la création des normes de dépenses.

Les dépenses de personnel hors pensions affichent une quasi-stabilisation par rapport à 2013.

La charge de la dette est en baisse significative par rapport à 2013, compte tenu notamment du faible niveau des taux d'intérêt.

Les dépenses de fonctionnement sont en baisse prononcée entre 2013 et 2014 (-3,2 Md€).

Les dépenses exceptionnelles constatées sur le budget général en 2014 atteignent 14,3 Md€.

D'une part, le programme d'investissements d'avenir, portant 11 Md€ de dépenses sur 13 programmes budgétaires dédiés sur le budget général (et 1 Md€ sur les comptes spéciaux), est à l'origine du dynamisme des dépenses d'intervention et d'investissement en 2014. Ces investissements, qui consistent en des dépenses ponctuelles de nature patrimoniale, sont



considérés comme des dépenses exceptionnelles à isoler des autres dépenses du budget général de l'Etat.

D'autre part, un nouvel apport de capital au Mécanisme européen de stabilité (MES) a été versé par la France en avril 2014 pour un montant de 3,3 Md€. Cette opération, de nature financière, ne pèse pas sur le déficit public au sens de Maastricht.

Recettes Au 31 décembre 2014, les recettes du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements) s'établissent à 292,0 Md€ contre 301,2 Md€ à fin décembre 2013, soit une baisse de 9,3 Md€.

Le produit des recettes fiscales nettes à fin décembre 2014 est en retrait de 9,7 Md€ par rapport à décembre 2013 en lien avec la diminution du produit de l'impôt sur les sociétés, qui s'explique en particulier par l'entrée en vigueur du crédit d'impôt en faveur de la compétitivité et de l'emploi (CICE).

En revanche, les recettes fiscales nettes à fin décembre 2014 sont en amélioration de 2,0 Md€ par rapport à la prévision de la deuxième loi de finances rectificative (LFR 2) pour 2014, du fait d'un meilleur rendement qu'attendu pour l'impôt sur le revenu (+0,9 Md€ par rapport à la prévision de LFR 2 2014), l'impôt sur les sociétés (+0,8 Md€ par rapport à la prévision de LFR 2 2014) et la taxe sur la valeur ajoutée (+0,7 Md€ par rapport à la prévision de LFR 2 2014) atténué par une moins-value sur les autres recettes fiscales nettes y compris la TICPE (-0,4 Md€ par rapport à la prévision de LFR 2).

Le produit des recettes non fiscales à fin décembre s'établit à 13,9 Md€, en progression de 0,2 Md€ par rapport au niveau constaté à fin décembre 2013.

Comptes spéciaux Le solde des comptes spéciaux s'établit à 0,1 Md€ à fin décembre 2014 contre 0,6 Md€ à fin décembre 2013.

Contact presse :

Cabinet de Michel Sapin : 01 53 18 41 13

Cabinet de Christian Eckert : 01 53 18 43 08

La situation du budget de l'État

Au 31 décembre 2014

Adresses Internet : <http://www.economie.gouv.fr/situation-mensuelle-budgetaire-au-31-décembre-2014>

Ou : <http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/ressources-documentaires/documentation-budgetaire/la-situation-mensuelle-du-budget-de-letat.html>

Solde Le solde général d'exécution au 31 décembre 2014 s'établit à -85,6 Md€ contre -74,9 Md€ à la même date en 2013.

Dépenses Au 31 décembre 2014, les dépenses (budget général et prélèvements sur recettes) atteignent 377,7 Md€ contre 376,7 Md€ au 31 décembre 2013.

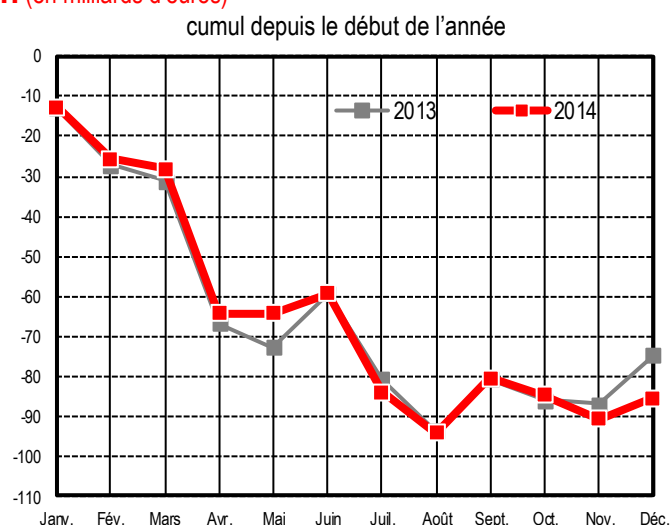
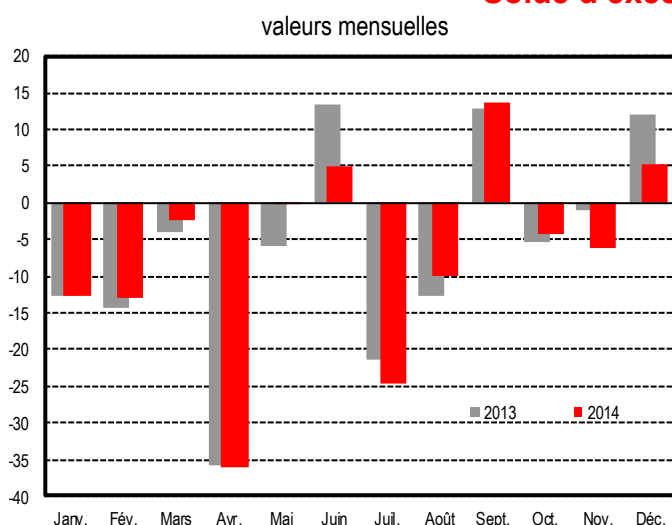
Recettes Au 31 décembre 2014, les recettes du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements) s'établissent à 292,0 Md€ contre 301,2 Md€ à fin décembre 2013.

NB : Les données de l'exécution à fin 2014 présentent la situation provisoire arrêtée le 14 janvier 2015. Les résultats définitifs seront connus courant mars 2015 et détaillés dans le projet de loi de règlement.

Solde (hors FMI)

en millions d'euros	2012	2013	Niveau à la fin décembre			décembre 14 / décembre 13
			2012	2013	2014	
Solde du budget général	-88 156	-75 429	-88 156	-75 429	-85 686	
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	374 171	376 669	374 171	376 669	377 657	0,3%
Recettes (nettes des remboursements et dégrèvements)	286 014	301 240	286 014	301 240	291 971	-3,1%
Solde des comptes spéciaux	1 006	561	1 006	561	130	
dont avances aux collectivités territoriales	1089	-375	1 089	-375	813	
Solde général d'exécution	-87 150	-74 868	-87 150	-74 868	-85 556	

Solde d'exécution (en milliards d'euros)



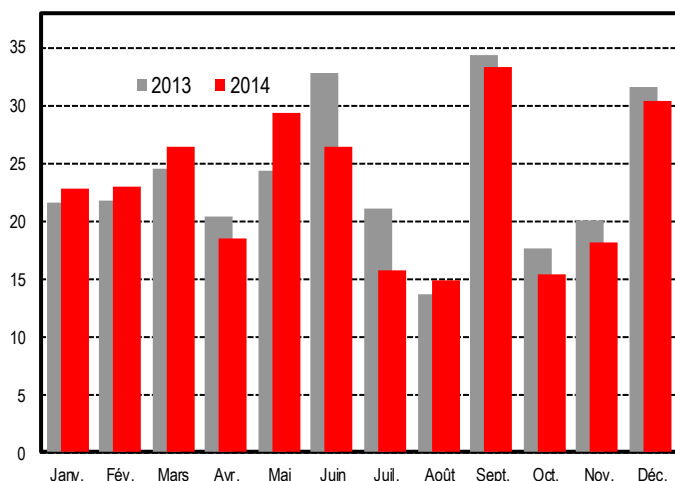
Recettes (nettes des remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	LFR2 2014	Niveau à la fin décembre		Variations à la fin décembre	
	2013	2014	2013	2014	2014/2013 Périmètre courant	2014/2013 Périmètre constant
Recettes fiscales - nettes ⁽¹⁾	284 005	272 367	284 005	274 332	-3,4%	-3,4%
Impôt sur le revenu – net ⁽²⁾	66 982	68 299	66 982	69 224	3,3%	3,3%
Impôt sur les sociétés – net ^{(1) (3)}	47 157	34 564	47 157	35 328	-25,1%	-25,1%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	13 759	13 333	13 759	13 235	-3,8%	-3,8%
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – nette ⁽¹⁾	136 256	137 674	136 256	138 352	1,5%	1,5%
Autres recettes fiscales – nettes ⁽¹⁾	19 851	18 497	19 851	18 193	-8,4%	-8,4%
Recettes non fiscales	13 713	14 191	13 713	13 949	1,7%	1,7%
Recettes du budget général (hors fonds de concours)	297 718	286 558	297 718	288 281	-3,2%	-3,2%
Fonds de concours	3 522	3 906	3 522	3 690	4,8%	4,8%
Recettes du budget général (yc fonds de concours)	301 240	290 463	301 240	291 971	-3,1%	-3,1%

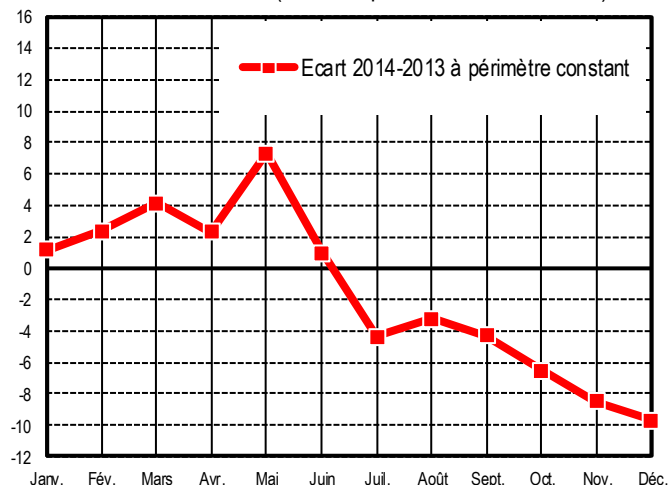
(1) Recettes nettes des remboursements et des dégrèvements; (2) Recettes d'impôt sur le revenu nettes des remboursements et des dégrèvements dont ceux relatifs à la prime pour l'emploi; (3) Hors CSB

Recettes fiscales nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles

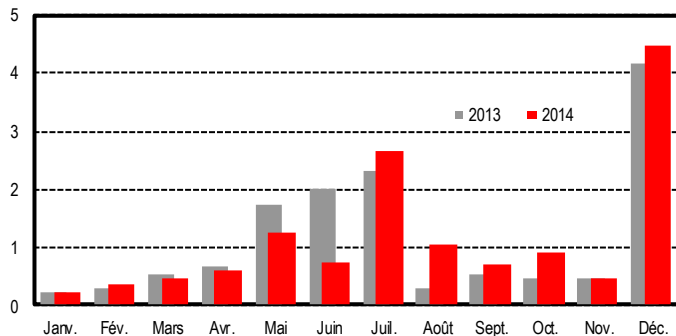


écart 2014-2013 (cumul depuis le début de l'année)

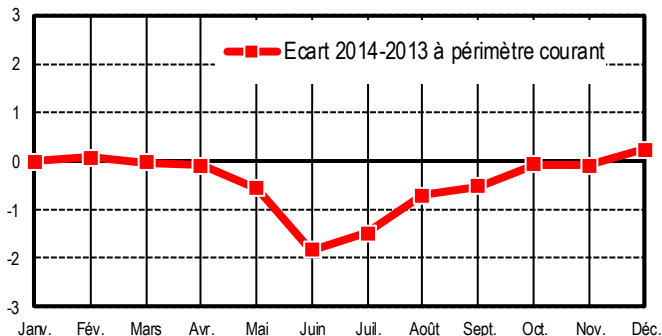


Recettes non fiscales (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2014-2013 (cumul depuis le début de l'année)



Avertissement : les pourcentages d'évolution ne sont pas significatifs lorsque le nombre figurant au dénominateur est petit et, de ce fait, ne sont pas affichés (mention « ns »).

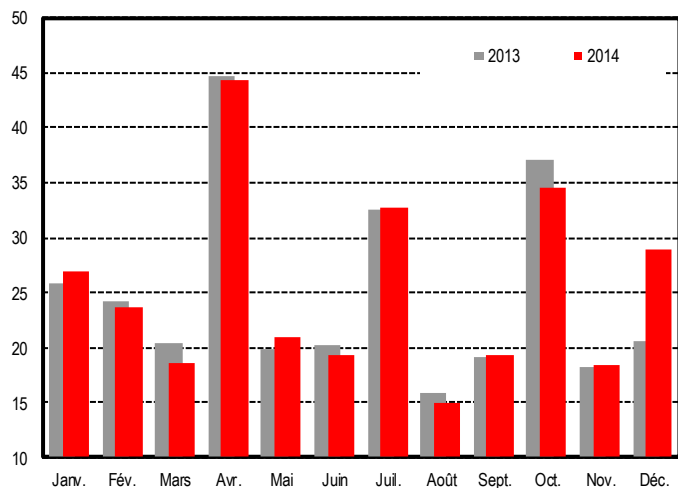
Dépenses (hors remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	Niveau à la fin décembre		Variations à la fin décembre	
	2013	2013	2014	Périmètre courant	Périmètre constant
Dotation des pouvoirs publics	989	989	990	0,1%	0,1%
Dépenses de personnel	119 597	119 597	120 765	1,0%	1,1%
Dépenses de fonctionnement ⁽¹⁾	56 004	56 004	52 763	-5,8%	-6,2%
Charges de la dette de l'État	44 886	44 886	43 159	-3,8%	-3,8%
Dépenses d'investissement ⁽²⁾	9 975	9 975	11 123	11,5%	11,5%
Dépenses d'intervention	65 709	65 709	69 560	5,9%	5,8%
Dépenses d'opérations financières	1 488	1 488	4 523	204,0%	204,0%
Dépenses du budget général ^{(1) (2)}	298 648	298 648	302 883	1,4%	1,4%
Prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales	55 565	55 565	-54 426	-198,0%	-198,0%
Prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne	22 456	22 456	-20 347	-190,6%	-190,6%
Prélèvements sur recettes	78 021	78 021	74 774	-4,2%	-4,2%
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	376 669	376 669	377 657	0,3%	0,2%

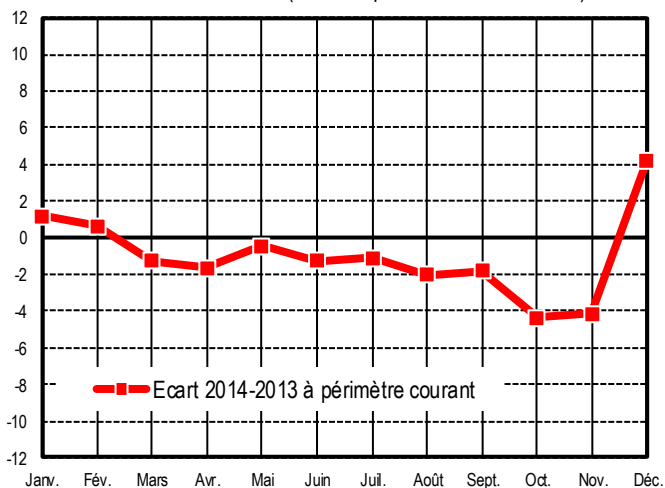
(1) Y compris versement à la Banque européenne d'investissement (BEI) et dotation au mécanisme européen de stabilité (MES) (2) Y compris dépenses des Programmes d'investissements d'avenir (PIA)

Dépenses du budget général (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2014-2013 (cumul depuis le début de l'année)



Lois de finances – exécution (hors FMI)

en millions d'euros	2012			2013			2014		
	LFI	LFR3	EXE	LFI	LFR	EXE ⁽⁵⁾	LFI	LFR1	LFR2
Dépenses	368 482	374 237	374 171	378 768	376 814	376 669	383 635	380 235	379 475
Prélèvements sur recettes	74 457	74 641	74 635	76 128	78 121	78 021	74 417	74 417	74 678
Dépenses du budget général ^{(1) (2)}	294 024	299 596	299 535	302 640	298 693	298 648	309 218	305 818	304 797
- dont dépenses financées hors fonds de concours	290 714	296 285	296 069	299 320	295 374	295 126	305 312	301 912	300 891
Recettes	294 114	287 433	286 014	316 145	304 703	301 240	302 077	297 310	290 463
Recettes fiscales nettes ⁽³⁾	274 947	270 072	268 438	298 616	287 500	284 005	284 354	279 038	272 367
Recettes non fiscales	15 857	14 050	14 110	14 209	13 883	13 713	13 817	14 366	14 191
Fonds de concours	3 310	3 310	3 467	3 320	3 320	3 522	3 906	3 906	3 906
Solde des comptes spéciaux ⁽⁴⁾	-4 361	611	1 006	307	-34	561	-1 025	-1 025	44
Dont avances aux collectivités territoriales	650	1 050	1 089	737	531	-375	400	400	1 065
Solde général d'exécution (hors budgets annexes) ⁽⁴⁾	-78 729	-86 194	-87 150	-62 317	-72 147	-74 868	-82 583	-83 950	-88 967
Pour mémoire : remboursements et dégrèvements	85 438	91 612	90 559	96 163	87 946	86 215	102 056	97 743	96 255

(1) hors remboursements et dégrèvements (2) le montant des dépenses financées par les fonds de concours est égal, par convention, à celui des recettes encaissées à ce titre

(3) nettes des remboursements et dégrèvements (4) hors FMI (5) Données définitives de l'exécution 2013